

## Montbazens. Une charte de gouvernance locale de l'eau



C. Catalan et J. Arnal ont signé la charte de gouvernance de l'eau./Photo DDM.

Le jeudi 6 septembre, Claude Catalan, président du Syndicat de Montbazens-Rignac, et Jany Arnal, directeur de la Lyonnaise des eaux Pyrénées-Méditerranée, signaient une charte de gouvernance locale de l'eau. Alors que les enjeux dans le domaine de l'eau sont de plus en plus forts et vitaux pour le développement du territoire aveyronnais, le SIAEP de Montbazens-Rignac a décidé de moderniser les relations collectivité, usagers, délégataire du service. C'est pourquoi une charte de gouvernance

locale est formalisée, qui vise trois engagements forts fixés conjointement par le Syndicat et le délégataire Lyonnaise des eaux, à savoir : renforcer les moyens de contrôle du Syndicat, accéder de manière simple et transparente aux données du contrat, partager la connaissance avec les abonnés et habitants. Le SIAEP de Montbazens-Rignac est la première collectivité du département à adopter ce nouveau type de contrat.

Le Syndicat de Montbazens-Rignac, c'est 50 communes adhérentes, la desserte en eau potable de plus de 70 000 Aveyronnais, plus de 2 000 km de réseaux, 6 millions de mètres cubes produits chaque année, des analyses effectuées quotidiennement, 2 000 paramètres de l'eau mesurés et analysés chaque année. C'est aussi une politique de sécurisation de sa production et de sa distribution au travers de travaux importants sur ses infrastructures.

Fédérant la ville de Rodez, le SIAEP de Conques-Muret-le-Château, le SIAEP de Foissac, le SIAEP de Nord Decazeville et soutenu par plusieurs autres communes... le SIAEP de Montbazens-Rignac et les collectivités partenaires portent depuis plusieurs mois un projet de création d'une nouvelle unité de traitement dont le maître d'ouvrage serait le Syndicat mixte de fourniture d'eau du Lévezou (SMIFEL) qui les regroupe.

La concrétisation de cet équipement est la seule réponse susceptible de répondre durablement aux besoins en eau potable futurs et d'apporter une réponse acceptable à l'absence actuelle de sécurisation de l'alimentation en cas de problèmes (pollution, avarie sur une unité de traitement, casse d'une conduite...).

Le territoire aveyronnais et les habitants qui y vivent bénéficieront d'une qualité du service public renforcée et sécurisée. Ce projet est ouvert à l'ensemble des collectivités en recherche de ressource nouvelle et de sécurisation.